

Alstom, Macron, histoire d'une trahison

□ La justice avance dans l'affaire de l'étrange vente d'Alstom énergie : l'actuel PDG de General Electric en France, Hugh Bailey, est visé par une enquête pour prise illégale d'intérêt par le parquet de Paris, a-t-on appris mardi 10 septembre. Une enquête ouverte suite au signalement de la députée Delphine Batho, qui dénonçait - comme nous dans ce reportage - le fait qu'Hugh Bailey, avant de prendre la tête de General Electric en France, était conseiller industrie au cabinet d'Emmanuel Macron... alors que ce dernier autorisait la vente. Un pantouflage malsain sur lequel la commission de déontologie n'avait rien eu à redire. Pour la peine et pour connaître les tenants et aboutissants de cette sombre affaire, nous rediffusons aujourd'hui notre documentaire, "Alstom, Macron, histoire d'une trahison".



ALSTOM, MACRON, HISTOIRE D'UNE TRAHISON (extrait) par Là-bas si j'y suis

<https://youtu.be/HbikQPPsKog>

L'annonce est tombée mardi 28 mai, deux jours après les élections européennes : General Electric, la multinationale américaine qui a racheté Alstom énergie il y a 4 ans, s'appête à supprimer 1055 emplois à Belfort. Comment en est-on arrivé là ? L'histoire à peine croyable de la vente de la branche énergie d'Alstom à General Electric est digne d'un film d'espionnage. Un polar dans lequel on retrouve mêlés le FBI, la justice américaine, des histoires de pots de vin et de corruption... et qui remonte jusqu'au financement de la campagne d'Emmanuel Macron !

Le piège américain

(logo du Département of Justice)



En 2014, Alstom est une entreprise florissante. Bien sûr, elle est plus petite que ses concurrents directs et doit envisager des rapprochements, mais elle a 50 milliards d'euros de contrats devant elle, soit 10 ans de commandes. Bref, il n'y a pas le feu pour la vendre.

Sauf que pour obtenir ces contrats Alstom a versé des pots de vins partout sur la planète pendant 10 ans².

¹ « General Electric envisage la suppression de plus de 1 000 emplois en France », Le Monde avec AFP et Reuters, 28 mai 2019

² « Document : en 2014, Alstom plaidait coupable de corruption aux Etats-Unis », Le Monde, 15 janvier 2019

Au moment de la vente à *General Electric*, *Alstom* est donc poursuivie depuis des années pour corruption par le *Department of Justice*³, une juridiction très spéciale des États-Unis qui dépend de la Maison Blanche. Un instrument de "guerre économique". Dans le viseur du "DOJ" se trouve un personnage central de cette affaire, Patrick Kron. En tant que PDG d'*Alstom* depuis 2003, Patrick Kron est tenu pour responsable par les américains de cette vaste entreprise de corruption et fait face à de très lourdes sanctions : une possible peine de prison et une énorme amende qui mettrait *Alstom* à plat.

Pour lui faire peur et tenter de le faire chanter, la justice américaine va carrément emprisonner l'un de ses proches collaborateurs, Frédéric Pierucci, qui témoigne dans notre reportage. En somme, l'enquête de la justice américaine va être utilisée pour contraindre Patrick Kron à vendre *Alstom* à son concurrent américain, *General Electric*⁴. Un pur et simple racket.

Un pacte de corruption ?

Mais l'histoire ne s'arrête pas là : une commission d'enquête parlementaire présidée par Olivier Marleix, député *Les Républicains* de l'Eure, a soulevé l'année dernière de très lourds soupçons : outre le chantage exercé par la justice américaine, le président de la commission d'enquête soupçonne que cette vente d'*Alstom énergie* a joué un rôle dans le financement de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron en 2017⁵. En effet, c'est Emmanuel Macron qui, en novembre 2014, alors qu'il est ministre de l'Économie, autorise la vente d'*Alstom*. Pour une telle transaction à plusieurs milliards de dollars, des bataillons de banquiers, d'avocats d'affaires et de communicants sont engagés par les deux entreprises. Et il est très curieux, selon Olivier Marleix,

"de retrouver dans la liste des donateurs d'En Marche des personnes qui étaient intéressés, directement ou indirectement, à la vente d'*Alstom énergie*", justement en tant que banquiers, avocats d'affaires ou actionnaires.

Cela pourrait s'interpréter selon lui comme "un pacte de corruption"⁶.

Olivier Marleix a signalé le 17 janvier dernier au procureur ses graves soupçons⁷, conclusion de 6 mois d'enquête parlementaire et de dizaines d'auditions. Des soupçons que la justice a pris au sérieux, puisqu'une enquête a été ouverte par l'*Office Centrale de Lutte contre la Corruption* de Nanterre⁸. Olivier Marleix a été entendu le 29 mai dernier par la justice dans cette affaire en cours d'instruction⁹.

³ « *Alstom accusé par les autorités américaines de corruption en Indonésie* », Libération avec AFP, 22 décembre 2014

⁴ « *Vente d'Alstom, rompre le silence autour d'une affaire d'État !* », L'Humanité, 19 juillet 2014

⁵ *Vente d'Alstom Énergie validée par Macron : un député évoque un "pacte de corruption"*, Le Parisien avec AFP, 17 janvier 2019

⁶ Marie-Béatrice Baudet et Chloé Aeberhardt, « *Affaire Alstom-GE : la justice saisie par l'ancien président de la commission d'enquête parlementaire* », Le Monde, 17 janvier 2019

⁷ « *Un député saisit la justice sur l'affaire Alstom-GE* », Reuters, 17 janvier 2019

⁸ L'affaire a été transmise le 18 juillet 2019 au Parquet National Financier

⁹ Matthieu Aron, « *INFO OBS. La justice enquête sur la vente d'Alstom à General Electric* », L'Obs, 5 juin 2019

Qui sont-ils, ces bénéficiaires de la vente d'Alstom que l'on retrouve ensuite dans le financement de la campagne d'Emmanuel Macron ? Il suffit de se pencher quelques minutes sur la liste des donateurs pour constater des potentiels conflits d'intérêts majeurs. **Nous vous révélons dans ce reportage les noms de quelques-uns de ces personnages**, banquiers d'affaire et haut-fonctionnaires, qui auraient pu selon la commission d'enquête nouer un "pacte de corruption" avec Emmanuel Macron autour de la vente d'Alstom.

Pour les salariés à Belfort, une lutte à la vie à la mort



Sous le lion de Belfort, une banderole gigantesque est déployée en soutien aux salariés de General Electric (photo : Jérémie Younes)

Les salariés de *Général Electric* à Belfort n'ont pas prévu de se laisser voler leur patrimoine et leurs emplois sans broncher. Le 22 juin, une grande manifestation unitaire était organisée à Belfort et a rassemblé près de 10 000 personnes, tous les syndicats, et des

élus de la droite jusqu'au NPA. Par deux fois déjà, ouvriers et cadres ont empêché le démarrage du plan social en bloquant l'accès aux réunions. Mais *General Electric* a décidé de passer en force son plan de licenciements, malgré le boycott total des négociations par les salariés. Le compte-à-rebours de trois mois est lancé et le couperet devrait tomber fin septembre.

Tant sur le plan judiciaire que social, l'affaire *Alstom-GE* est loin d'être terminée. Mais la justice est lente, et elle n'a souvent pas autant de courage pour poursuivre les cols blancs que de zèle pour punir les gilets jaunes. En attendant, dans "la ville aux Trois Sièges"¹⁰ au glorieux passé résistant, c'est une lutte à la vie à la mort qui s'engage.

Voir aussi



▶ Frédéric Pierucci, **Le piège américain**, JC Lattès, Janvier 2019

▶ Jean-Michel Quatrepoint, **Alstom, scandale d'état**, 2015

▶ Guillaume Clerc, **« Alstom : le document qui prouve que GE n'a pas tenu ses engagements »**, Mediapart, 11 juin 2019



▶ **« Document : en 2014, Alstom plaidait coupable de corruption aux États-Unis »**, Le Monde, 15 janvier 2019

▶ Anne Michel, **Affaire Alstom : Anticor porte plainte pour « corruption » et « détournement de fonds publics »**, Le Monde, 22 juillet 2019

▶ **Alstom : la France vendue à la découpe ?**, entretien avec Frédéric Pierucci sur la chaîne youtube Thinkerview

¹⁰ Au XIXème siècle, Belfort avait la réputation d'être une cité imprenable. Elle a subi trois longs sièges (1814, 1815 et 1871) et n'est jamais tombée.